
Déclaration de S. E. Cristina Duarte, Ministre des Finances et du Plan de la République du Cap Vert, annonçant sa candidature à la Présidence de la Banque Africaine de Développement



J'ai le plaisir de vous confirmer que, après de longues délibérations, Cabo Verde a décidé de présenter un candidat à la prochaine élection de la Présidence de la Banque Africaine de Développement, qui aura lieu à Abidjan, au mois de mai de l'année prochaine.

C'est un moment particulièrement gratifiant pour moi. En tant que personne et comme citoyenne Capverdienne, je veux vous annoncer que je suis candidate à cette noble charge.

Au cours des neuf dernières années, j'ai assumé les fonctions de ministre des Finances et du Plan, sous l'autorité de Son Excellence Dr José Maria Neves, Premier ministre du Cap Vert.

Avant d'assumer la charge de ministre, j'ai travaillé au sein de l'Administration Publique au Cap Vert, puis comme cadre financier dans une prestigieuse institution financière internationale, la « CitiBank », au Kenya et en Angola, et également comme consultante internationale dans divers Organismes de renommée internationale.

Aujourd'hui, je me rends disponible pour servir mon continent, l'Afrique. Il est clair que ma candidature apparaît singulière, parce que, si je suis élue, je serais la première femme et le premier lusophone à diriger la Banque Africaine de développement. Ce sera un moment historique. C'est l'occasion que nous faisons, ensemble, l'histoire.

Le prochain Président de la Banque Africaine de Développement aura une tâche ardue devant lui. En vérité, j'ai en grande admiration pour ceux qui ont dirigé cette si importante institution. Chacun d'eux a fait des contributions fondamentales pour la construction des bases d'une institution qui, aujourd'hui, est bien connue, fort respectée et crédible. Elle est appelée à devenir plus importante encore, pour parler d'une institution qui travaille pour que le progrès soit possible en Afrique, notamment en prémunissant des graves impacts de la crise financière globale, et plus récemment, œuvrant avec les partenaires au financement et à l'appui des pays qui font face à la menace croissante du virus Ebola.

En somme, la BAD est sur la voie d'accomplir la promesse d'être la principale institution financière Africaine de développement. Dès lors, l'objectif principal doit être de consolider les bénéfices jusqu'ici engrangés.

Toutefois, je sais que nous devons faire bien plus que consolider les acquis. Nous devons construire sur ces bénéfices, de manière à garantir que la Banque est ancrée sur un socle solide pour affronter les défis du futur. Ainsi devons-nous porter la banque à un nouveau palier, de manière à satisfaire les aspirations de ses clients et, plus important encore, à aider l'Afrique à réaliser l'objectif plus difficile à atteindre, qui est sa transformation structurelle.

Selon mon point de vue, la Banque peut-être le principal instrument de transformation de l'Afrique. Elle doit être, elle le sera, s'il m'est donné l'opportunité de diriger notre Banque la Banque Africaine de Développement.

Je concours à la Présidence de la Banque Africaine de Développement en raison de ma conviction profonde que l'Afrique peut faire beaucoup plus. Les générations futures exigent cela de nous.

En premier lieu, nous devons élargir notre vision pour aller au-delà d'une simple lutte contre la pauvreté. Nous, Africains, devons avoir comme objectif de transformer structurellement nos économies et nos sociétés, devenir compétitifs au niveau mondial, afin de créer de la richesse, en finir avec la pauvreté, et fournir à chaque Africain l'opportunité de s'auto-réaliser.

Le défi que nous avons devant nous est énorme. Cependant, nous avons également aujourd'hui des opportunités que ceux qui nous ont précédés n'ont jamais eues ou auxquelles ils n'ont pu songer. À présent, la tâche qui nous attend est de nous réorganiser et de nous focaliser sur les questions centrales pour notre continent.

Je crois que la Banque Africaine de Développement est un leader naturel et, comme tel, doit être le partenaire privilégié des pays et des gouvernements africains confrontés aux innombrables défis qui persistent sur le continent et qui empêchent notre transformation socioéconomique. La Banque doit opérer en accord avec la vision d'être le partenaire élu des pays africains.

En second lieu, je concours à cette fonction parce que je crois qu'avec l'appui des membres de la Banque nous pouvons réaliser cela. Si je suis élue, mon agenda sera stimulé par la nécessité de garantir la transformation structurelle en Afrique, afin que l'actuel scénario de « l'Émergence de l'Afrique » ne se termine pas en cauchemar.

Comme candidate, j'ai déjà amorcé le processus de consultation des parties intéressées et des spécialistes. Nous sommes engagés à dialoguer et à écouter la société civile, aussi bien que la communauté entrepreneuriale africaine. Cela est fondamental, afin que nous puissions élaborer un agenda fort pour notre Banque. Dans cette phase pour lors précoce, je crois que mon agenda pour la Banque Africaine de développement comprendra deux éléments essentiels : le premier est de consolider les bénéfices et le second est de construire un nouveau programme de transformation.

La Banque a obtenu des bénéfices significatifs durant la gestion du Président Donald Kaberuka, que nous devons consolider et à partir desquels nous devons bâtir. En vérité, le progrès de l'ultime décennie et les défis de la croissance rapide ne peuvent être négligés.

En matière de consolidation des bénéfices, permettez-moi d'identifier quatre champs critiques :

1. Faire de la banque un véritable partenaire du développement : la transformation structurelle de l'Afrique ne peut être garantie que si nous sommes capables de construire un environnement sûr de bonne gouvernance et d'affaires en Afrique. La Banque doit continuer à appuyer les pays africains à entreprendre de profondes et vastes réformes du milieu des affaires et de bonne gouvernance, afin de faciliter le développement des infrastructures, la croissance du secteur privé et pour créer un environnement des affaires propice aux investissements et aux activités économiques. Sur ce point, nous devons par-dessus tout miser sur une relation de proximité avec les clients de la Banque, ce qui s'obtiendra par la décentralisation déjà en cours et le renforcement du dialogue avec les pays membres, et en trouvant des modes de soutien et en servant de catalyseur des réformes fondamentales en Afrique.

2. Soutenir le secteur privé. Nous devons être capables d'élaborer des programmes pour le secteur privé, en recherchant de nouvelles idées et de nouvelles façons de garantir que la Banque soit plus sensible aux défis spécifiques rencontrés par le secteur privé africain. Fondamentalement, nous allons plus l'écouter. Nous

allons élaborer une plateforme de dialogue permanent avec le secteur privé africain et, à partir de ce dispositif, mettre en œuvre des programmes et des produits ciblés qui puissent mieux répondre à ses nécessités.

3. Développer les infrastructures, tant physiques qu'institutionnelles. La Banque a fait des progrès significatifs dans l'investissement en infrastructures. Nous pouvons améliorer cela par la construction d'une grande alliance et l'extension de programmes-clés, tels que le Projet Africa 50, amenant de nouveaux partenaires et de nouvelles sources de financement pour la construction d'infrastructures physiques en Afrique. Il est également clair que la construction d'infrastructures physiques n'est pas suffisante pour la transformation. Nous devons miser sur les infrastructures institutionnelles. Comme tel, nous devons essayer de renforcer, avec nos partenaires, de vigoureux programmes de financement, afin de financer les réformes institutionnelles et développer les capacités en Afrique.

4. Bâtir une économie verte, comme un impératif environnemental mais également économique. Nous devons aller vers le vert. L'Afrique a l'opportunité comme « later starter » de sauter les étapes et de montrer le chemin. Pour deux raisons : c'est bon pour l'économie et nous devons protéger le milieu environnemental pour garantir un monde meilleur aux générations futures. La banque a commencé à travailler dans ce domaine, mais cela doit être porté à un autre niveau.

Ceci me conduit au second élément de mon agenda, qui va se focaliser sur la transformation. La transformation socioéconomique de l'Afrique a été une vision de nos leaders postindépendance ; c'était la vision sous-jacente au Plan d'Action de Lagos en 1980, comme un appel à l'industrialisation. La transformation structurelle du Continent a été laborieuse et je crois que cela doit être *le cri de guerre* pour cette génération et la suivante. La Banque Africaine de Développement doit devenir un partenaire privilégié du développement de l'Afrique, devrait assumer un rôle fondamental dans la garantie de la transformation structurelle en Afrique. Comme tel, mon agenda, si je suis élue, inclura les points programmatiques suivants :

- Servir de catalyseur pour l'innovation et la créativité. Le fait est établi, que le continent Africain est doté de capacités créatives et novatrices, spécialement chez la jeunesse. Nous devons stimuler la capacité créatrice et innovatrice latente de nos peuples. C'est l'unique façon d'étendre la transformation structurelle. Ainsi, nous n'avons pas d'autre option que d'augmenter nos énergies créatrices et innovatrices, et construire les écosystèmes et l'environnement institutionnel qui favorisent l'innovation. L'Afrique n'a pas à suivre la même trajectoire que les autres ; nous pouvons et devons sauter les étapes par l'innovation. Ici, les TICs sont essentiels. Toutefois, l'innovation n'est pas limitée aux technologies. Elle est également sociale et culturelle. L'agenda de l'innovation et de la créativité doit irriguer tous les aspects du processus de développement. Je promets, si je suis élue, de mettre l'accent sur tout ce qui permettra à la Banque de devenir un catalyseur pour l'innovation sur le continent.

- Réduire l'inégalité du genre. Je crois aussi que le sujet du genre doit passer du stade de slogan ou de question transversale pour devenir partie intégrante de l'agenda de développement. En tant que femme Africaine, cela est une question à laquelle je suis particulièrement sensible. Cela est près de mon cœur et je crois profondément que si nous ne résolvons pas l'inégalité du genre en Afrique, nous aurons des difficultés à transformer nos économies et nos sociétés. Pour moi, c'est tout aussi bien une question humaine qu'économique. Le continent Africain est à compétrer avec le reste du monde, et nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'entrer dans cette compétition avec la moitié de notre équipe non préparée et avec les mains liées. Cela n'est permis dans aucune compétition sportive. Pourquoi alors continuons-nous à permettre cela dans l'un des aspects les plus critiques de nos vies et de la société en Afrique ?

- Financer le Développement. Le besoin de financement sur tout le continent est énorme et il est attendu qu'il continue de croître, tant pour les investissements que pour les infrastructures. Pour satisfaire ce besoin, nous continuons à rechercher l'aide extérieure, soit à travers l'Aide Publique au développement, soit les Investissements Étrangers Directs. Certes, nous devons continuer à compter avec les ressources externes au continent. Cependant, nous pouvons faire plus pour mobiliser les ressources supplémentaires spécifique-

ment dans le continent. Nous devons reconnaître que nous disposons de ressources dans le continent et que, par conséquent, nous devons passer autant de temps à mobiliser les fonds internes de notre continent que nous ne le faisons actuellement pour les ressources externes. Comment pouvons-nous continuer à demander aux autres d'investir dans notre continent et notre développement, si nous ne faisons pas de même sur toute l'étendue de notre capacité ? Cela est un domaine dans lequel la Banque Africaine de Développement peut également avoir le rôle de catalyseur. La Banque doit mettre un accent renouvelé sur la création de nouveaux produits et mécanismes de financement pour le développement. Il y a de nombreuses options, depuis le développement, par la Banque, d'émission de titres en monnaie locale en articulation avec les banques centrales et les fonds de pensions afin de trouver des formes sûres pour investir dans le continent, jusqu'au soutien aux pays à mettre en acte un environnement institutionnel et politique qui promeut et appuie les investissements nationaux et facilite le développement de nos technologies. Cela est un domaine dans lequel la Banque doit assumer son leadership.

En dernier lieu, nous ne pouvons établir aucun agenda, y compris de ce que je propose, si nous n'améliorons pas le **fonctionnement interne de notre Banque**. Nous devons nous garantir que notre Banque ne devienne pas une bureaucratie internationale. Un point important, donc, doit être de garantir que la Banque se transforme en institution efficace et efficiente, réduisant la bureaucratie et les coûts. Les récents programmes de décentralisation ont permis à la Banque d'être plus proche de ses clients. Mais il est tout aussi clair que la décentralisation a ses propres défis. Nous devons réévaluer et consolider d'une manière qui ne remet pas en cause les bénéfices récents de la décentralisation. Nous devons également favoriser une culture de l'efficacité à l'intérieure de la Banque et garantir une structure idéale pour cette institution financière, en mettant les personnes qu'il faut à la place qu'il faut. Il est important de faire ressortir la nécessité de repenser le rôle de la Banque en Afrique et garantir que nous allons construire une institution capable, en partenariat avec les pays africains, d'étendre la vision de la transformation sociale.

Je voudrais conclure en remerciant les Présidents de la BAD, l'actuel et les précédents, de même que tous les fonctionnaires de la Banque Africaine de Développement pour avoir transformé la vision des pays fondateurs il y a cinquante ans en ce qu'est aujourd'hui la Banque Africaine de Développement. C'est un honneur pour moi d'être à compédir pour diriger notre Banque.

C'est la candidature du Cap Vert. Je suis reconnaissante pour la confiance que la nation a mise en moi et je voudrais remercier tous les Capverdiens, y compris la société civile, la classe politique et entrepreneuriale ainsi que les médias.

Cristina Duarte

Praia, le 6 Octobre 2014.